

CIBLE

Délire

Nous ne dirons jamais assez l'absurdité et l'horreur de la logique qui a conduit à l'assassinat de Georges Besse. Celui-ci a été victime d'un délire vécu par quelques uns qui pensent et agissent hors du monde. Enfermés dans la clandestinité, prisonniers de leur théorie, ils ne sont plus capables de comprendre la société, ni d'influer sur son cours. Pour eux, pas d'autre issue que l'acte gratuit et sanglant, caricature dérisoire de la résistance et de l'héroïsme.

On voudrait ramener à la raison ces soldats perdus. Il n'est hélas ! pas difficile de deviner qu'ils ont choisi de mourir les armes à la main. Il est préférable, pour tout un chacun, qu'ils soient arrêtés, jugés et condamnés aux peines prévues par la loi. Il est évident que leur action ne saurait recevoir le moindre encouragement. Mais, une fois encore, M. Pasqua va trop loin lorsqu'il demande aux citoyens de collaborer avec la police. La délation est rarement efficace et rarement exploitable lorsqu'elle se déchaîne. Surtout, c'est une mauvaise passion, qui pourrait immanquablement la société.

Que la police fasse simplement, et légalement, son métier.

République et monarchie

LE VRAI DÉBAT



Défense

**Entretien avec
le général Gallois**
(p. 6-7)

Agriculture

**La faillite
d'une politique**
(p. 4-5)

Budget de la Recherche

Grandeur militaire et servitude civile

Tandis qu'Alain Madelin est accusé par ses propres fonctionnaires de «suicider le ministère de l'Industrie» au nom du libéralisme, en demandant toujours moins pour intervenir en faveur des entreprises, Alain Devaquet annonce lui une augmentation des dépenses de l'Etat en faveur de la Recherche et du Développement.
Contradiction ? Non: artifice !

Le ministre a présenté un budget pour la Recherche et le Développement technologiquement en progression notable (+ 8,1% par rapport au budget rectifié de 86 et en franc constant). Mais il n'a pas trop insisté sur le véritable Budget de Recherche Civile et de Développement - B.C.R.D. - dont les spécialistes estiment qu'il subit en fait une diminution de 2,5% environ.

Pour ne pas s'expliquer sur ce B.C.R.D., les responsables de la rue Descartes ont inventé une notion fourre-tout: l'«Effort Budgétaire de Recherche et de Développement». Cet E.B.R.D. limite les comparaisons et évince la gênante référence au B.C.R.D. Ce dernier qui auparavant donnait au ministre de la Recherche une enveloppe à redistribuer ensuite aux secteurs prioritaires n'est plus désormais qu'un conglomérat de crédits soumis à l'arbitrage du ministre

des Finances, heureux de sa toute puissance. De plus l'E.B.R.D. permet de faire des subdivisions savantes entre divers sous-budgets. Par cet artifice on peut démontrer que ces budgets partiels sont en hausses, par rapport à une rectification, camouflant ainsi la baisse de la globalité.

Inégalités rigoureuses

L'examen des budgets alloués à chaque organisme on est frappé par certaines disparités sur lesquelles la communauté scientifique s'interroge. C'est, par exemple, une croissance entre 9 et 14% pour le C.N.R.S., l'I.N.S.E.R.M., l'I.N.R.A., l'I.N.R.I.A. et l'O.R.S.T.O.R.M. alors que les dotations sont en baisses pour l'I.F.R.E.M.E.R., le C.E.A civil, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et l'Aéronautique. Sans oublier la

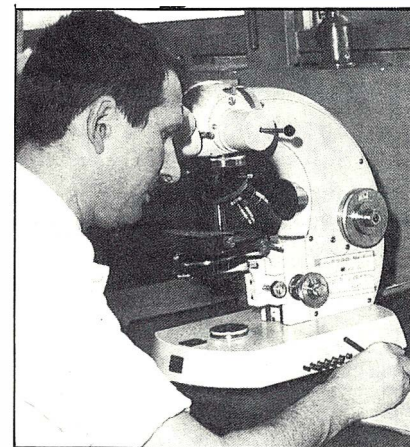
réduction des aides consenties à la recherche industrielle. Le gouvernement explique qu'il ne veut pas «signer de chèque en blanc» aux organismes de recherche. Mais cette prudence et ce libéralisme vont empêcher la création d'un certain nombre d'emplois que tout programme de recherche ambitieux ne manque pas de créer à moyen terme. Il est douteux que, dans l'état actuel du tissu industriel français, l'initiative privée pallie cette absence d'ambition.

Discours reaganien

Les grands gagnants semblent les militaires avec 30,8 milliards contre les 21 milliards offerts à M. Devaquet pour ses organismes de recherches. Pour faire passer cette amère pilule aux chercheurs, le ministre des Finances augure que «la forte croissance du budget de recherche-développement militaire va irriguer l'ensemble du dispositif français de recherche (...) de nombreux laboratoires publics ou industriels bénéficient de contrats de recherche avec le ministre de la Défense nationale.». Voilà un discours à la Reagan, mais l'effort consenti

n'a rien à voir avec le fantastique budget de l'I.D.S. américaine et on peut douter quelque peu de l'ampleur des retombées civiles de l'effort militaire français.

En attendant la manne militaire, le C.S.R.T. ainsi que beaucoup d'industriels qui espéraient une réorientation à la hausse des crédits vers les biotechnologies et autres technologies du futur, ou vers des secteurs plus traditionnels liés à la consommation (machine-outil, agro-alimentaire) n'ont plus qu'à compter sur



leurs propres moyens, c'est-à-dire à s'inquiéter pour leur avenir.

Frank LAFONT

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Grandeur militaire et servitude civile - p.3 : Le triste réalisme d'un premier ministre - p.4 : Encore la monarchie ! - p.5 L'agriculture en échec par sa faute - p.6-7 : Un retour aux conceptions gauliennes ? - p.8 : Une voix dans le désert - p.9 : Malaria tel qu'en lui-même - p.10 : Les 64 rois qui ont fait la France - p.12 : Désirer la monarchie

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57

Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

«Gaffe»

Le triste réalisme d'un premier ministre

Paradoxalement, «l'incident» survenu entre le Premier ministre et le quotidien américain aura davantage contribué, pour une opinion publique soudain alertée, à clarifier la politique proche-orientale du gouvernement que ses précédentes déclarations ou démentis.

Une politique cohérente

Que trouvons-nous parmi les confidences étalées dans le «Washington Times»? Les lignes de force d'objectifs qui semblent cohérents, au regard de considérations géo-politiques assez bien vues. La France a trois buts: «*que le Liban redevienne une nation indépendante et en paix... deuxièmement, la fin du conflit israélo-arabe, ce qui pré suppose une solution pour les Palestiniens... troisièmement... que soient soutenus et sauvegardés les régimes arabes qui sont amis et alliés du monde occidental, par définition les modérés...*» Ces objectifs sont à poursuivre dans un contexte général de déstabilisation, alors que le niveau des vies des populations arabes se détériore avec la baisse du prix du pétrole et un taux de natalité en pleine explosion. C'est pourquoi «*Nous nous exposons au désastre si nous continuons à miner les Etats modérés de la région en prenant des initiatives que le monde arabe perçoit d'une manière complètement différente de l'Occident*». De ces observations découlent plusieurs remarques acerbes à l'endroit de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis qui vendent des armes à l'Iran alors que «*notre objectif commun devrait être... de prévenir le développement de fondamentalisme*

Les «déclarations» de J. Chirac au «Washington Times», le sommet de Londres, la libération de deux otages, le tout sur fond de cohabitation... Les événements se sont télescopés en matière de politique étrangère.

dans la région». J. Chirac condamne en outre, à juste titre, la politique de la canonniers pratiquée par les Etats-Unis en Libye. Il réaffirme que la France a une mission à remplir, particulièrement au Liban et, que pour cette raison, elle ne peut ignorer la Syrie.

Tout cela est bien vu, mais l'incident du «Washington Times», quelle qu'en soit la raison (est-il totalement involontaire ?) risque de compromettre ce qu'on prétend rechercher pour au moins six raisons.

La première: Jacques Chirac donne l'impression de s'être fait piéger, ce qui n'est pas la première fois et entame la crédibilité d'un Premier ministre (surtout quand on sait que le journal en cause appartient à la secte Moon). La seconde: si l'attention du grand public a été attirée, cet entretien, dans ce qu'il a d'incontestable, n'apporte rien de nouveau: les lignes de forces qui y sont développées l'étaient déjà, une semaine plus tôt, dans la réponse faite à L. Fabius à l'Assemblée nationale. La troisième: le Premier ministre tient les services secrets français (et américains) pour nuls et appelés à le rester, ce qui témoigne peut-être de lucidité, mais aussi de résignation. La quatrième est la mise en cause (malgré un démenti embarrassé), sans preuve, du Mossad israélien à travers des propos prêtés aux responsables allemands, derrière lesquels on donne l'impression de se réfugier. La cinquième concerne les propos (exacts quant au

fond) qui relativisent l'importance des attentats en France. Si ces derniers reprenaient, M. Chirac se trouverait dans une situation délicate vis-à-vis de l'opinion publique. La sixième



Chirac se mord-t-il la langue de ses confidences au Washington Times ?

enfin se rapporte aux considérations (là encore bien vues) sur le «déferlement fondamentaliste» qu'il n'est pas habile d'étaler au moment où l'on prétend revenir à des relations plus régulières avec l'Iran: les enchères vont monter...

La libération de MM. Sontag et Coudari est survenue à point nommé pour faire passer cette affaire au second plan. Peu après, J.-B. Raimond déclarait: «*ce n'est pas nous qui négocions, ce sont les Etats qui exercent leur influence sur les ravisseurs*». En clair, l'Iran et la Syrie qui comptent, par leur poids vis-à-vis de groupes extrémistes preneurs d'otages ou auteurs d'attentats, et dont on peut se demander dans quelle

mesure ces pays ne sont pas à la fois incendiaires et pompiers. De «l'arrangement» qui a permis les récentes libérations, nous ne savons rien, ce qui interdit de porter un jugement. Et il est vain ou naïf de demander, comme l'UDF ou le PS, des précisions. Face à un tel problème, les démocraties sont vulnérables: à supposer que tous les otages soient un jour libérés, qui empêchera tel ou tel groupe d'en prendre d'autres pour exercer une pression, ou obtenir une concession ?

Le rôle du Président

Si le chef de l'Etat observe une remarquable et légitime discrétion en ce qui concerne les otages, gageons qu'il suit de très près une affaire qui touche à la politique étrangère. Domaine, avec celui de la défense nationale, où il a réaffirmé sa prééminence dans l'entretien accordé au «Point» du 10 novembre. Le premier ministre, quant à lui, devant se consacrer «*à la mise en œuvre de la politique étrangère de la France, continuée ou initiée... par le Président de la République actuel*». Voilà qui fait litière de l'absurde théorie de «la majorité la plus fraîche» à laquelle sont souvent tentés de se référer les membres de la majorité législative et le chef du gouvernement. L'action de ce dernier se situe dans le court et moyen terme. Celle du Président, soumis notamment aux impératifs propres à la Défense ou à la Diplomatie, dans le long terme.

Mais pour que ce dernier prévaille, il reste à préserver le rôle de chef de l'Etat, des rivalités politiciennes.

Alain SOLARI

Gauche Conseil de famille

La démission de René Dumont, lors de la première réunion du « Conseil National de la Gauche » augure mal de l'avenir de cet organisme. Selon M. Jospin, il ne s'agit pas d'un rassemblement autour du P.S., d'un cartel d'organisations, mais d'un regroupement d'hommes. On observera cependant que sur les 21 membres qui composent désormais ce Conseil (après le départ de R. Dumont), 11 appartiennent au P.S. et 4 au M.R.G.. Cette réalité donne le ton, même si à l'intitulé « Conseil National de la Gauche » on a ajouté... « et des forces de progrès ». Ces forces-là, pour estimables qu'elles soient (on y trouve Mme Bouchardeau, un gaulliste de gauche, un écologiste et des « communistes unitaires ») ne font que l'appoint. D'ailleurs, si certains socialistes, de tendance CERES ou « néo-rocardienne », s'interrogent sur l'utilité du Conseil, d'autres, proches de M. Jospin, estiment qu'il vise à maximiser « l'effet » PS. Et si l'on affirme que ce dernier n'a aucune vocation hégémonique, on ajoute aussitôt qu'il faut cependant prendre en compte les « rapports de force ». A bon entendeur...

Aux dernières nouvelles, il paraît que ce Conseil n'est pas destiné à préparer les élections, fussent-elles présidentielles, mais qu'il est appelé à devenir une force « morale » et de réflexion. Rien moins que cela... En réalité, cette structure permettra aux socialistes de s'adresser aux électeurs communistes qui doutent de plus en plus du PCF; les vives réactions de ce dernier montre d'ailleurs qu'il ne s'y est pas trompé.

Mais restreindre ce Conseil à la Gauche, même flanquée des « forces de progrès », n'est-ce pas s'interdire d'aller au-delà ?

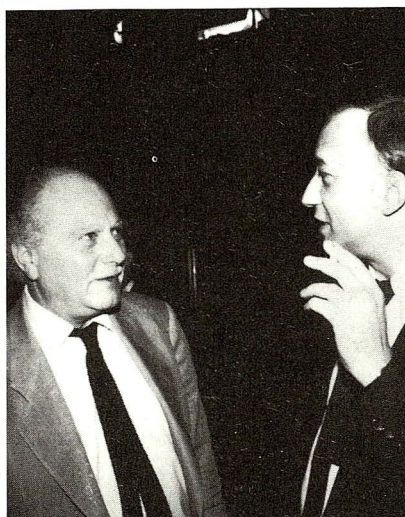
Vieux dilemme des luttes partisans.

A.S.

Mode Encore la Monarchie !

Après l'« Apostrophes » de Bernard Pivot, c'est Michel Polac qui réalisait un « Droit de réponse » autour de l'idée monarchique. En dépit des difficultés de ce type de débat, les questions de fond ont pu tout de même être posées.

La difficulté pour un invité de Michel Polac d'intervenir au cours de « Droit de réponse », réside dans l'absence de structure de cette émission. C'est ce qui pour le spectateur en fait l'intérêt. Et c'est ce qui par rapport aux autres émissions de télévision en fait sa spécificité.



■ Michel Polac et Bernard Langlois à « Droit de réponse » le 22 novembre

Ainsi « Droit de réponse » n'a rien à voir avec « Apostrophes » où le temps de parole de chaque participant est garanti et où peu de place est réservée au débat proprement dit. A la différence de Bernard Pivot qui mène son émission de main de maître, Michel Polac laisse une large part à l'improvisation. A chaque émission il débute avec un vague canevas, quelques points de repère, qui ne sont pas toujours abordés, et une conclusion à laquelle il accède coûte que coûte par des moyens plus ou moins détournés selon l'humeur

et les prestations de ses invités.

Pour cette raison, le « Droit de réponse » du 22 novembre, consacré aux nouveaux Muscadins, ne pouvait être un « remake » de l'« Apostrophes » intitulé « à bas le roi ! vive le roi ! ». Ce n'est pourtant pas faute de la part de Thierry Ardisson - et dans une moindre mesure, de Max Gallo - d'avoir essayé. Mais les autres invités, notamment Jean Daniel et Bertrand Renouvin, ont tout fait pour qu'un véritable débat s'instaure. Et, phénomène exceptionnel dans le cadre de « Droit de réponse », où les participants, en général, fuient les questions de fond pour déverser leur bile, ce débat eut lieu.

Il en ressort que, dans la mode monarchiste qui se développe depuis quelque temps, deux tendances se créent : l'une constructive qui conduit à une réflexion sur les institutions, les mythes fondateurs de la République et à une nouvelle approche de la démocratie; l'autre plus superficielle qui voit dans la mode actuelle le moyen de faire passer un discours politique très marqué à droite, sinon à l'extrême-droite. Et de se servir, pour parvenir à leur fin, d'ouvrages de qualité comme ceux de Reynald Secher (dépassé par les campagnes de presse qui ont suivi la sortie de ses livres). Inutile de préciser que nous nous situons, comme l'a montré Bertrand Renouvin, tout au long de l'émission, dans la mouvance constructive et que nous ne pouvons que explorer toute tendance de récupération d'où qu'elle vienne.

P.L.R.

L'arrivée au ministère de l'Agriculture de l'ancien président de la FNSEA a pu faire espérer à beaucoup d'agriculteurs l'embellie qu'ils attendent depuis si longtemps. La réalité d'aujourd'hui, décrite ici par un responsable professionnel agricole, les fait déchanter.

La catastrophe que représente la sécheresse pour un grand nombre de paysans des départements sinistrés pour la deuxième fois a suscité de beaux discours... mais peu de réalisations. Le 26 août, le Ministre fait des promesses, largement reprises et amplifiées par les *media*: on allait voir ce qu'on allait voir. Et on a vu: un financement relativement faible (fin août, le total des aides devait s'élever à 1,3 milliards de francs, alors qu'en 1976 les mesures sécheresse avaient représenté 6 milliards); un financement, surtout, difficile à trouver (aucune réponse précise à la question: « qui paiera ? »).

Deux mois plus tard, la réponse traduit le désengagement de l'Etat: Unigrain (organisme professionnel à financement parafiscal) participe pour 80 millions de francs; le Crédit Agricole (dont la Caisse Nationale est encore, Dieu merci, étatisée) participe pour 500 millions; l'Etat, pour seulement 775 millions de francs. On est loin du « les 500 F par UGB (1), on les aura ! » du Président de la FNSEA, il y a un an.

Les différentes productions connaissent une situation dramatique qu'on n'aurait pas envisagée il y a seulement un an: céréales secouées par la

Libéralocorporatisme

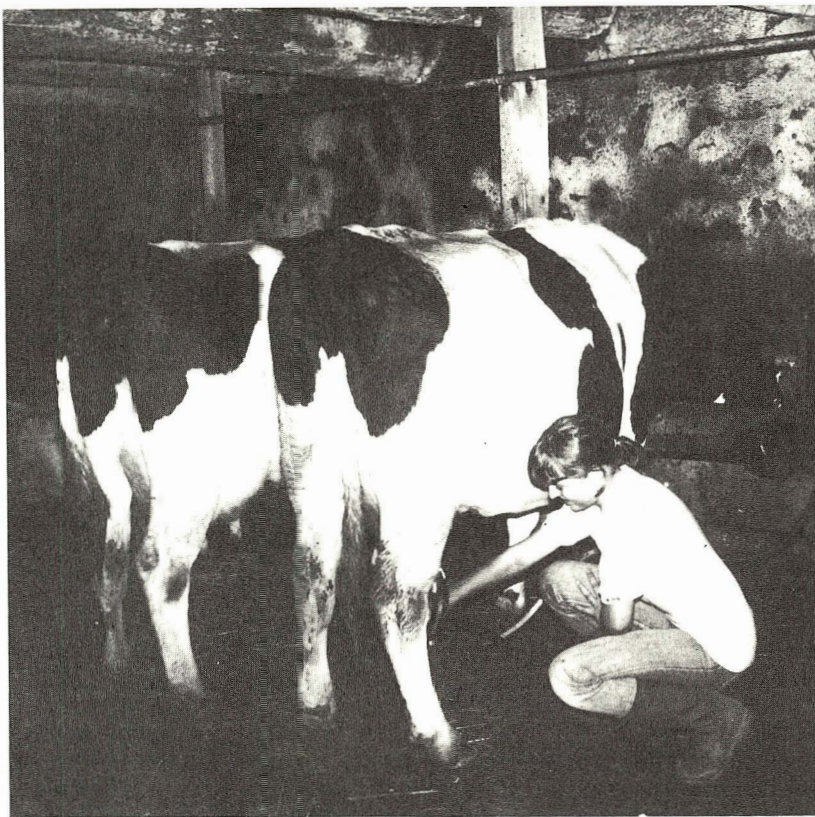
L'agriculture française en échec par sa faute ?

baisse des cours mondiaux, quotas laitiers appliqués sans discernement; fluctuation des productions légumières et fruitières au gré des mouvements d'import-export; baisse des cours de l'ensemble des productions «viandes»: bœufs, veaux, porcs, moutons... Les régions moutonnières (Centre-Ouest, Rhône-Alpes, Auvergne...) connaissent des actions menées par des paysans comme on n'en avait pas vues depuis 7 ou 8 ans : les interventions auprès des pouvoirs publics, les discussions, ne servant à rien, on passe à l'action et on intercepte les camions transportant la viande d'importation qui provoque la baisse des cours. Jusqu'où faudra-t-il aller ? Déjà les camions frigorifiques circulent sous escorte policière dans certaines régions... Déjà les CRS évacuent «manu militari» les agriculteurs couchés devant un camion qui transporte une tonne de gigots néo-zélandais.

Le libéralisme en agriculture, c'est cela ? Oui. Rien ne va plus. François Guillaume n'y est pour rien; n'y peut rien: il cueille les fruits d'une politique qu'il a toujours soutenue. Tout au plus lui demande-t-on de faire de l'électoratisme (par exemple, la récupération de la TVA sur le fioule: 300 F par an pour une exploitation corrézienne de 300 brebis...) et espère-t-on qu'il fera passer la pilule.

Car la pilule est amère; sa formule est simple: le métier de paysan ne paye plus.

Il ne paye plus l'argent qui est investi; sans rémunération de l'investissement, pas d'investissement. On investit de moins en moins dans le secteur agricole. Il ne paye plus le travail de l'agriculteur; qui ferait un métier qui ne lui permet pas de vivre ? Le nombre d'agriculteurs n'a pas fini de baisser.



Résultat: des drames humains de plus en plus nombreux (les faillites sont de plus en plus fréquentes - c'est un fait nouveau en agriculture); loin d'être un secteur permettant de lutter contre le chômage, l'agriculture est au contraire un secteur aggravant; une accentuation extraordinaire de la désertification des zones difficiles; la destruction d'une part croissante de nos capacités productives...

Comment en est-on arrivé là ?

Au départ il était question de moderniser l'agriculture. C'était nécessaire; la productivité ayant beaucoup augmenté, le surplus de la population rurale était absorbée par

l'industrie. Progressivement on est passé à l'idée de conquérir des marchés extérieurs, en même temps s'est imposée la nécessité de produire au plus bas prix pour la consommation intérieure.

Beau programme, sur la base duquel on conserve ce qui est concurrentiel, et on élimine ce qui ne l'est pas, mais qui se heurte à deux obstacles de taille: égaliser les conditions de la concurrence, trouver des clients solvables.

La politique agricole commune («PAC» en jargon) a été l'instrument européen de cette orientation fondamentale. Les moins forts («non performants») ont été éliminés; les plus forts ont au contraire été favorisés (on les appelle les «meilleurs»). La PAC a mis en place tout un système d'aides, de subventions, de garanties de prix (sans limitation de quan-

tité), pour compenser les inégalités de concurrence et orienter les productions. Aujourd'hui, des montagnes d'excédents et des ennuis d'argent ! Ca ne peut pas durer !

En France, cette politique a été cogérée par la profession organisée. Le syndicalisme agricole a participé à l'élaboration de cette politique, en même temps qu'il en était le principal exécutant. Critiquer cette politique, c'est critiquer le syndicalisme. Or le consensus des années 60 s'est progressivement effrité et le concept d'unité du syndicalisme apparaît de plus en plus artificiel. La nomination de l'ancien président de la FNSEA au ministère de l'Agriculture traduit une volonté délibérée de resserrer les rangs. Dans une conjoncture difficile, on voudrait qu'il n'y ait qu'une seule voix, qu'un seul interlocuteur. C'est le syndicalisme unique obligatoire: seul le couple FNSEA-CNJA est reconnu, les autres (35%) ne comptent plus. Le renforcement des prérogatives de la «profession» s'accompagne ainsi d'une atteinte aux règles de la démocratie.

Agriculture concurrentielle, politique agricole européenne, organisation de la profession: trois thèmes à approfondir pour comprendre ce qui se passe, pour envisager une autre agriculture. Disparaître, bouffer ses voisins, ou devenir un «indien des réserves»: tel est le choix qui est offert aux paysans. Ne peut-on envisager une agriculture qui respecte le consommateur, qui respecte l'environnement, qui n'exploite pas le tiers monde et qui permette de vivre de son exercice ?

Gérard CAPLAT

(1) U.G.B.: Unité de Gros Bétail.

Un retour aux conceptions gaulliennes

●**Royaliste:** En même temps que le Budget de la Défense, vient d'être adoptée une nouvelle loi de programmation militaire. Comment la jugez-vous par rapport aux précédentes ?

Pierre-M. Gallois: La loi de programmation pour 1987-89, telle qu'elle est connue à travers le projet de loi qui a été diffusé contient des choses excellentes et d'autres plus discutables. Le meilleur réside dans le fait qu'elle est centrée sur l'équipement des forces armées. C'est un retour aux conceptions du général de Gaulle qui, à la fin de son dernier mandat, était arrivé à faire en sorte que les dépenses d'équipement occupent un pourcentage plus élevé dans le budget militaire que l'entretien du personnel. Ses successeurs ont fait machine arrière.

L'exposé des motifs de la loi programme de 1976 était discutable. Ceux qui l'ont rédigé n'ont pas tenu compte de la réalité militaire et politique du moment et n'ont pas non plus pris en considération l'avenir. Ainsi, en juillet 1976, la communauté internationale donnait à la France un vaste empire maritime (11 millions de km²) qui exige un contrôle, une exploitation et une défense: il n'y a jamais été fait allusion dans la loi programme de l'époque. Pire, après avoir passé en revue les besoins futurs des différentes Armées, on pouvait lire que la Marine n'avait aucun changement à apporter à ses missions... Le gouvernement s'est contenté de respecter le sacro saint principe de l'équilibre entre les trois Armées, de manière à ce que les militaires ne manifestent pas leur mécontentement. Ce principe d'équilibre n'a aucune raison d'être: la part à attribuer à chacune des Armées doit être fonction de la menace, de la technique des armements et de la richesse nationale et non pas des exigences de chacun.

J'ai le sentiment que le président de la République de l'époque n'était pas familiarisé avec les problèmes de défense...

●**Royaliste:** En 1981, on pouvait s'attendre à un changement complet...

Pierre-M. Gallois: En théorie, mais la loi établie par M. Hernu assurait la continuité d'une loi mauvaise. Par conséquent nous avons eu deux lois d'armement successives qui ont retardé la modernisation de nos forces armées. Dès 1981, de très grandes fautes ont été commises comme, par exemple, l'annulation d'un satellite d'observation militaire. Si, en cas de conflit, les forces stratégiques n'ont pas besoin de satellites d'observation (dans la mesure où ils seraient immédiatement réduits à néant) ceux-ci sont indispensables en temps de paix pour savoir ce qui se passe chez l'adversaire. Le chef de l'Etat aurait bien aimé être renseigné sur ce qui se tramait au Tchad, par exemple.

Il faudrait aussi parler des errements qui ont entouré le projet d'avion de combat européen ou des négligences concernant les pénétrations à basses altitudes...

●**Royaliste:** Quels sont les gros reproches que l'on peut faire à la dernière loi de programmation ?

Pierre-M. Gallois: Tentons une analyse de certains problèmes soulevés par la nouvelle loi. Il est dit tout d'abord que celle-ci « ne remplirait pas son objectif si elle n'était également l'occasion de l'examen de la menace à laquelle la France doit faire face et une prise en compte de nouveaux éléments qui affectent les équilibres internationaux ». Comme c'est bien dit ! Le malheur, c'est que dans la suite de l'exposé des motifs ainsi que dans l'annexe qui donne le

détail du matériel que la France envisage de construire, on reste dans le flou, à la fois sur la menace et dans la manière d'y répondre.

Plus loin on lit que « le rapport de force sur les continents demeure caractérisé par un important déséquilibre en effectifs et en matériels au profit du pacte de Varsovie » et que la sécurité repose sur l'équilibre des forces. Je suis attristé de voir les hommes politiques tenir, depuis 25 ans, des propos de ce type sans les comprendre et sans s'apercevoir qu'ils sont en contradiction avec le principe même de la dissuasion du faible au fort sur lequel repose la politique de la France. Depuis l'avènement du nucléaire l'équilibre des forces est une vue de l'esprit.

Il est écrit ensuite que « les relations est-ouest abordent une nouvelle phase, notamment en matière de contrôle des armements. Il est fondamental que le développement susceptible d'intervenir à cet égard contribue efficacement au renforcement de la stabilité du notre continent par des dispositions prenant en compte tous les éléments qui composent la menace sans remettre en cause la dissuasion ». C'est le contraire. Tout le monde sait que l'objectif des deux grandes puissances est évidemment de dénucléariser l'Europe. Plus il y

Le Gl. Gallois s'interroge sur le rôle n



Inlassablement, le général Gallois, l'un des pères de la force de frappe française, fait un travail de documentation, de comparaison et de réflexion sur la politique de Défense de notre pays. La dernière loi de programme militaire lui semble aller dans un meilleurs sens que les précédentes. Mais que de faiblesses encore...

ines ?

aura d'accords sur le désarmement conclus entre l'Est et l'Ouest, moins la sécurité par la dissuasion sera assurée. Ce paragraphe est contraire à la réalité de tous les jours et de ce que nous savons des propos qui ont été échangés à Reykjavik où, au cours de cette folle nuit, on a bradé les intérêts européens.

Un autre paragraphe me paraît tout aussi choquant: «*La France considère que la réduction vérifiable des arsenaux nucléaires des Etats-Unis et de l'URSS constitue la première étape d'un processus général de désarmement nucléaire*». La France ne considère pas, elle constate qu'il y aura probablement une réduction d'arsenaux nucléaires très superflus des deux côtés. Les deux super-grands se sont en effet lancés dans une escalade absurde, motivée par des raisons psychologiques uniquement: aucun des deux n'acceptant l'idée d'avoir moins d'armements que l'autre. Si bien qu'aujourd'hui, la sagesse, les restrictions économiques, l'opposition des masses, des éthiques, des religions, etc., les amènent à se rencontrer pour en venir à supprimer, d'un trait de plume, une partie de ces armements, sans que leur sécurité ne soit en aucune manière remise en question.

Dans la loi de programmation il est encore précisé: «*Cette réduction doit être accompagnée d'efforts correspondants pour rétablir les équilibres conventionnels*». Deux reproches: le premier concerne le mot «conventionnel». Il faut quand même que l'Etat parle français car ce document est signé par le ministre de la Défense et le Premier ministre. «Conventionnel» est un néologisme qui vient de l'anglais «conventional forces» et n'a aucun sens en français. Les forces en question ne sont ni les forces de «la Convention», ni les forces résultant d'une convention... Le mot exact serait «forces classiques» par opposition à forces nucléaires. Une fois cette rectification faite, comment voulez-vous rétablir, dans le cycle des armements classiques, un équilibre quelconque entre une puissance qui, sous un même contrôle, une même capitale, un même gouvernement, rassemble 300 millions d'individus et des puissances qui constituent la mosaïque européenne? Comment voulez-vous rétablir un équilibre des forces classiques étant donné qu'un équilibre des forces classiques est fait sur les gros bataillons et que ceux-ci sont proportionnels à la population?

Enfin: «*Que les systèmes défensifs qui peuvent destabiliser les fondements actuels de dissuasion ne soient pas renforcés*». Or ils le seront. C'est une évolution normale. Il eût été préférable de dire que, puisque la tendance est au renforcement des systèmes défensifs, la France ne peut pas ignorer cette tendance. On aurait alors annoncé que la France devait en conséquence ajouter à ses armements de représaille offensifs, la protection des dits armements. Voilà qui aurait été constructif, tandis que la formule actuelle nous donne l'air de vouloir intervenir dans les affaires des Américains et des Soviétiques, qui ne nous écoutent pas. C'est très joli d'être contre l'IDS: elle nous gêne. Pour ma part elle me gêne terriblement parce qu'elle risque à long terme de détruire ce pour quoi j'ai lutté toute ma vie. Mais nous n'y pouvons rien. Américains et Soviétiques feront ce qu'ils voudront et nous devons nous en accommoder.

En conséquence, le début de cet exposé des motifs est bon

dans le mécanisme mais laisse à désirer dans la partie qui devrait être la partie constructive.

●**Royaliste:** Lorsqu'on lit, dans l'annexe, que le service militaire est le fondement de la défense du pays, n'y a-t-il pas risque de régression?

Pierre-M. Gallois: C'est une proposition à la fois audacieuse et fautive. Le service militaire permet simplement de constituer de gros bataillons, de créer des commandements correspondants, d'accélérer l'avancement des professionnels, mais en aucun cas d'assurer la défense du pays. D'autant plus que les appelés ne peuvent pas se servir des armements techniques, ni intervenir outre-mer. Il est difficile d'avoir une armée moderne avec un système qui repose sur la conscription.

D'autre part, personnellement, j'aurais aimé que le gouvernement définisse sa politique avec une certaine précision et qu'ensuite on appelle dans une conférence commune, les chefs d'états-majors et les financiers pour savoir comment créer les instruments de cette politique. Or j'ai le sentiment, quand je lis l'annexe, que l'on a fait l'inverse. Le gouvernement s'est tourné vers les responsables des trois Armées pour leur demander ce qu'ils voulaient. L'Armée de Terre a répondu: des chars. Parce que, depuis 50 ans, il faut avoir des chars, même si l'arme anti-char et les armes nouvelles ont limité leur rôle. La Marine a réclamé des porte-avions qui sont beaucoup plus prestigieux que les patrouilleurs et les sous-marins nucléaires. Quand à l'Aviation elle a réclamé un minimum de 450 avions.

Dans un second temps on a additionné les besoins exprimés par les utilisateurs, puis on a fait une loi de programme. Il aurait fallu faire l'inverse: définir une politique et ensuite se demander comment la réaliser, en présence des financiers. Car je crois que, compte-tenu de l'évolution des techniques et du monde - à laquelle ce document ne fait pas allusion dans le détail - il faudrait que la France se demande si le temps des délestages n'est pas arrivé.

●**Royaliste:** Qu'entendez-vous par ce mot inquiétant?

Pierre-M. Gallois: Prenons un exemple précis. Nous voulons à

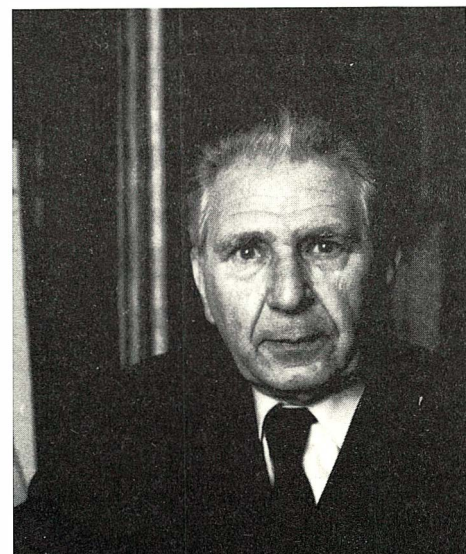
la fois faire l'Europe, y entrer la tête haute et, dans le même temps, pratiquer une politique de présence dans le monde, que ce soit dans le Pacifique ou dans l'Océan Indien, ou que ce soit en Afrique avec les pays francophones. Mais je constate dans le même temps que ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni le Benelux n'ont de charges aussi importantes. Si bien que chaque fois que nous investissons des milliards dans les sables d'Afrique, les Allemands investissent les mêmes milliards dans leur économie. Ce qui signifie qu'au fur et à mesure que le temps passe, le différentiel économique, industriel, scientifique et technique va s'accroître. Nous ne sommes pas si riches, que nous puissions, à la fois être en compétition économique avec les Allemands, en prétendant parfois les égaler ou même les dépasser et, dans le même temps, intervenir ailleurs dans le monde. Allons nous entrer en Europe en queue de liste, en parent pauvres, alourdis par des charges considérables?

La question se pose de savoir si la France n'aurait pas intérêt à alléger, puis à supprimer, certaines de ses charges militaires et à leur substituer une assistance technique qui irait de pair avec une pénétration commerciale. Un tel délestage permettrait de reconsidérer certaines des armes qui figurent dans le projet de loi de programmation et de faire des économies. Ainsi le choix européen de la France aurait-il une chance de réussir.

En revanche il est absolument indispensable que la France maintienne et développe sa présence dans les territoires et départements d'outre-mer, les «confettis de l'Empire» lui sont indispensables pour la poursuite de sa politique de défense nucléaire, pour l'accès à l'espace et enfin, plus tard, pour l'accroissement de sa richesse par l'exploitation des zones économiques exclusives qui relèvent de notre pays. Or cet aspect n'a pas suffisamment été pris en compte par les gouvernements de la France. Les événements de Nouvelle-Calédonie l'indiquent. Le danger est que le processus de départ de la France s'étende à la Polynésie (nucléaire) et à la Guyane (porte nationale de l'espace).

propos recueillis
par Patrice le Roué

l'aire de la France à travers le monde.



Afrique

Une voix qui crie dans le désert

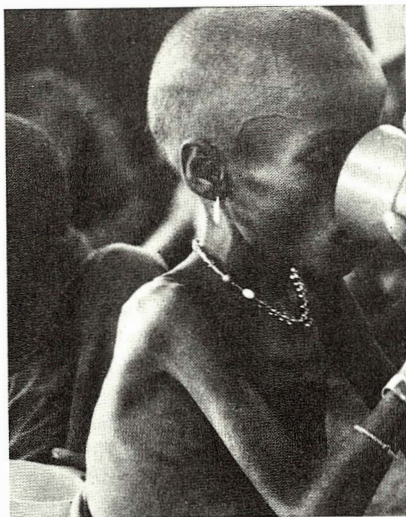
Le dernier livre de René Dumont est le mieux présenté et le plus important qu'il ait sans doute jamais publié.

Sorte de somme de connaissances de toute une vie - 82 ans ! -, il prend par endroit des allures de testament. En guise de conclusion, il revoit sa vie depuis l'expérience fondamentale de la première guerre. Mais il nous projette également dans un avenir dont on à peine à penser qu'il pourrait ne plus en être. Qui parlera à sa place pour tous les sans-voix ?

Et pourtant, que d'avertissements en vain ! Dumont a eu beau jouer les Cassandre, accuser. On sent qu'il ne s'en satisfait plus. Son angoisse finale est l'impuissance à changer les choses. Ainsi le titre de ce dernier livre ne correspond-il pas à son véritable souhait. Les deux pages qui le justifient sont des pièces rapportées. Dumont ne se contente pas de dénoncer une fois de plus les multinationales, l'aide étrangère sur-dimensionnée et intéressée, la plaie des experts qui ne comprennent rien à l'Afrique. Il n'a pas refait « l'Afrique noire est mal partie » ni « l'Afrique étranglée ». « L'Afrique se meurt », qui était le premier titre qu'il avait choisi a dû être jugé « catastrophiste ». Il trahissait pourtant un cri plus vrai, plus perçant, plus interrogateur aussi. Le diagnostic et les solutions de l'agronome n'ont pas changé : déboisement, surpâturage, et leurs causes démographiques, qui suggèrent lutte contre l'érosion, culture attelées, fumure organique, puis fourrages. Mais Dumont va plus loin et se pose la question du politique : qui pourra imposer ces réformes ? Les plus hauts responsables africains et internationaux sont d'accord sur ce qu'il conviendrait de faire, mais se sentent impuissants.

Nyerere en Tanzanie a tenté de donner la parole aux villageois ; il a vécu souvent au village ; il a échoué. Abdou Diouf en 1981 répondait à Dumont : « Je n'ai pas derrière moi les forces politiques rurales organisées nécessaires pour faire accepter un tel renversement de tendance ». Les militaires, Sankara au Burkina-Fasso, Kountché au Niger, en sont au même point.

Un pouvoir paysan, c'est ou bien un petit potentiel local du parti unique, ou bien une chefferie rétrograde, ou encore un risque supplémentaire de balkanisation à base ethnique, à moins qu'il ne soit récupéré par les commerçants « koulaks ».



L'alphabétisation et la revalorisation des prix des produits agricoles sont certes des priorités pour constituer ce pouvoir paysan, « contrepoids » nécessaire aux pouvoirs étatiques urbains, nationaux et internationaux, jusqu'à présent favorisés par un modèle culturel privilégiant une fausse modernité et une politique de bas prix. Mais comment imaginer que ce pouvoir qui est un

aboutissement puisse présider à l'origine du processus ? Il y a là une pétition de principe à laquelle on n'aperçoit pas de solution.

La crise est donc avant tout culturelle, comme le relève Michel Rocard dans sa postface, même si l'on ne partagera pas vraiment son discours sur le socialisme et le tiers monde. Le temps n'est plus à définir des objectifs mais à mettre en œuvre une politique pratique avec les moyens du bord, qui s'adresse effectivement au problème posé, réaliste : celui du comment. Nous n'avons pas nous-mêmes de remède miracle.

Le rôle des femmes

On pourra toutefois réfléchir sur quelques-unes des orientations qui surgissent au gré des pages de ce livre. L'une d'elles est le rôle capital joué par la femme africaine : « S'il n'y avait pas les femmes, il n'y aurait plus de Mali », dit-on couramment à Bamako, et Dumont d'abonder : « L'avenir de l'Afrique se fera avec les Africaines ou bien ne se fera pas ». Une autre orientation est celle que relève Jean Malaurie à la fin du livre : Dumont s'inquiète « en agronome-écologiste » du recul des religions traditionnelles qui défendent la relation aux ancêtres et aux descendants et à la terre comme source de vie. « On ne peut coopérer avec une société sans être en empathie avec ses mythes » renchérit Malaurie. En bref, pour une politique réellement nouvelle, un pouvoir réellement traditionnel.

Y. LA MARCK

René Dumont en collaboration avec Charlotte Paquet - « Pour l'Afrique, j'accuse : le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction » - dans la collection « Terre Humaine » de Jean Malaurie, Plon 1986, 457 p, prix franco : 159 F.

Radio

Foulquier

Il en faut du courage pour animer avec persévérance une émission de chanson française alors que déferle un déluge de productions internationales plus ou moins aseptisées. C'est pourtant le pari tenu par l'animateur de l'émission « Pollen », sur « France-Inter », de 21 à 22 h, chaque jour ouvrable...

Avec Jean-Louis Foulquier, nous redécouvrons les veillées disparues. Au « Squaré », autour d'une table, il fait bon se retrouver lorsque la nuit enveloppe la ville, pour échanger quelque histoire ou romances. « C'est la nuit » et sous les soleils artificiels « y a d'la chanson dans l'air ». C'est ici que, bien avant le patronage logistique des grandes firmes, débutèrent, timides, les M. Jonasz, P. Desproges, K. Kacel, J. Higelin, C. Lara, F. Lalanne, Renaud ou B. Lavilliers...

Malgré les critiques, qui ne manquent pas, et le manque de moyens parfois perceptible, Jean-Louis Foulquier devient une institution. Il ne se sclérose pas pour autant. Homme à projets multiples il lance un journal ici, organise une fête gigantesque là, finira en 1985 par inventer dans sa ville natale de La Rochelle, un festival international de la chanson francophone : les « Francofolies ». Cette expérience lancée avec des soutiens aussi divers que ceux de FR3 et « Télérama », du ministère de la Culture et du Commissariat général à la Langue française, etc., a été renouvelée en 1986. Elle est à l'origine de nombreux prolongements culturels, voire humanitaires, et s'annonce comme durable.

Comment ne pas regretter que le phénomène Foulquier reste à peu près unique en son genre ?

Jean JACOB

Malraux, tel qu'en lui-même

■ André Malraux



Un an après l'indispensable « Agnostique absolu » de Claude Tannery (1), quelques semaines après le dernier Brincourt (2) et le dossier du « Magazine littéraire » (3), voici qu'à son tour l'Institut Charles de Gaulle a jeté les feux sur Malraux au cours d'un fervent colloque (4) où collaborateurs de l'homme d'Etat, collaborateurs du Ministre, hommes politiques, universitaires, journalistes, ont été appelés à témoigner, s'interrogeant tout à tour sur la nature et la signification du gaullisme de l'ancien compagnon de route des communistes.

LA PASSION DE LA LIBERTE

Rupture avec soi-même ? Trahison ? Poser en ces termes la question du gaullisme d'André Malraux serait commettre une erreur que seules expliqueraient la légèreté de politologues qui se seraient épargné la lecture des « Voix du silence » ou la mauvaise foi de partisans. L'engagement gaulliste de Malraux comme sa guerre d'Espagne ne peuvent en effet se comprendre à côté de son œuvre - de toute son œuvre dans son déploiement organique - et moins encore contre elle. Or Trotski ne s'y était pas trompé : nul n'est moins marxiste que l'auteur des « Conquérants ». La pensée de Malraux est, pour l'essentiel, métaphysique en ce qu'elle est interrogation - ou accusation - de la transcendance. L'action comme l'Art ne trouvent à ses yeux leur dignité que dans le refus de la condition humaine ; ils s'originent dans le non : non à la mort, non à l'humiliation, non à l'assouvissement (non également à l'inconscient), non à toutes les formes du Destin. Il est vain de chercher à comprendre la démarche de Malraux sans savoir qu'avant d'être quoi que ce soit, il est anti-quelque chose. En 1936, il est antifasciste parce que le fascisme est dans l'écrasement de l'homme par l'homme, parce que son ressort est dans l'humiliation. Comme tel il est avec les communistes parce que ce sont les communistes qui opposent aux moyens des fascistes les moyens les plus efficaces de lutte. Mais déjà « l'Espoir » marque une rupture, sinon un éloignement, que consomme le pacte germano-soviétique : à quoi bon une libération si elle s'accompagne d'un asservissement dans l'ordre du politique et, plus gravement, dans l'ordre de l'esprit ?

Tous les discours sur la culture, tous les textes écrits dès avant 40 témoignent d'une même passion pour la liberté de l'artiste, sans laquelle l'Art est au mieux : copie conforme, au pire : propagande. Rien de moins marxiste, rien de moins conforme aux canons venus de Moscou que cette philosophie de l'Art : tout créateur témoigne contre le monde et contre toutes les formes dont il se délivre. Ainsi l'esprit à l'œuvre dans les formes grecques, est-ce la liberté qui se dresse contre l'asservissement de l'homme par les dieux de l'Orient. Là où Malraux proclamait que la grandeur de la révolte est de rester révolte jusque dans la possession du monde par l'action, par la pensée, par la création, les communistes luttèrent, à contre-sens, pour un monde réconcilié avec lui-même, éliminant le tragique par l'Histoire. En plein

« compagnonnage », Malraux proclamait avec force qu'en art, la Révolution, ce n'était pas le réalisme socialiste ; c'était Picasso.

Il n'a donc pas eu, en 1945, à rompre un fil qui ne s'était jamais noué. Devait-il pour autant être gaulliste ? Et quel gaulliste ! J'ai la conviction qu'il ne pouvait en être autrement : de même que de Gaulle portait le 18 juin avant 40, de même Malraux portait en soi un gaullisme, qui s'ignorait, avant août 45, comme le poids d'une vocation à se réaliser, comme appel à l'être. Tout poussait les deux hommes l'un vers l'autre : une même culture où se croisaient Nietzsche, Barrès, Michelet, la Révolution française, un même amour de la patrie, un même nationalisme à dimension universelle, le sens commun de la justice sociale. Pour Malraux, de Gaulle manifeste avec éclat toutes les vertus de l'homme d'action et, ensemble, de l'intellectuel : le non au Destin, le non du 18 juin, c'est l'acte le plus pur de l'épée et du verbe. Très tôt, de son côté, de Gaulle a perçu les limites de l'ordre établi, marqué par Péguy autant que par Bainville, il connaît qu'il n'y a pas de rassemblement autour de la France sans la justice sociale et il a vu les communistes se battre pour quelque chose qui ressemblait aussi à l'honneur français. Dans la Résistance et dès 40, en captivité, Malraux a découvert ce que c'était que le peuple de France ; et que la France dans son visage humilié. Rien d'étonnant donc à ce que la rencontre se fit sur le plan que l'on sait, chacun regardant l'autre dans sa part d'inconnu, selon la belle expression de Philippe de Saint Robert, - dialogue jungien de l'anima et de l'animus. Dès lors, tel qu'en lui-même changé par de Gaulle, Malraux, donnant à la littérature ses plus beaux textes épiques depuis Hugo, verra dans ce Général si peu militaire l'artiste de l'Histoire et dans le gaullisme insurrectionnel la métamorphose du courage et de la fraternité des soldats de l'an II et des croisés, pour l'accomplissement du destin universel de la France. A cette hauteur du lien féodal, la rencontre Malraux - de Gaulle traduit une intense expérience spirituelle. Elle est événement, au sens que Péguy donnait à ce mot : acte fondateur d'une vie intérieure, auquel la fidélité, à travers les divergences de détails, donne la signification la plus forte ;

Malraux aura échappé au purgatoire par où passe les écrivains, avant que la « métamorphose » ne confère à l'œuvre la survie précaire des questions que les vivants lui posent. Dix ans après que cette grande voix inspirée s'est tue, glissant peut-être dans le dialogue des morts où se jouerait pour nous comme un espoir dont les arts sacrés nous rendraient la « monnaie », mille voix vivantes bruissent autour de Malraux, l'accompagnant de l'ardente fidélité due à son génie.

Alain FLAMAND

(1) Paru chez Gallimard.

(2) Brincourt, « Malraux le malentendu », Grasset.

(3) « Magazine littéraire », octobre 86, n°234

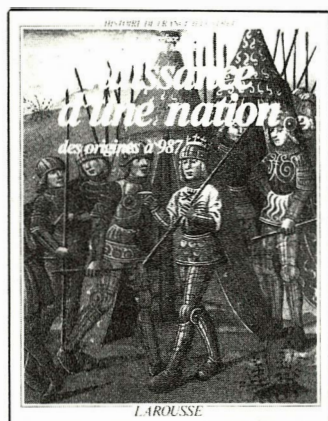
(4) Tenu les 13, 14 et 15 novembre 86 au CNRS et auquel la qualité des participants a conféré une haute tenue. Cet article qui n'en est pas le compte-rendu n'engage que moi.

Albums

Ces 64 rois qui en 14 siècles ont fait la France

Quelle meilleure façon de découvrir l'histoire de son pays que dans ces albums que l'on reçoit à Noël ? Même si les textes sont souvent discutables, les images restent et emplissent l'imagination et le cœur.

En 1987, la France aura mille ans. L'histoire de notre terre et des peuples qui l'ont occupée ne commence certes pas au sacre d'Hugues Capet, mais cette date de 987 est tout de même le début de quelque chose de précis qui continue de vivre aujourd'hui. On fêtera ça ! De nombreuses municipalités ont des projets grandioses, associant des personnalités, des associations et le public. Il faudrait aussi que les écoles s'y mettent. Ah si ces fêtes du millénaire pouvait être pour les enfants le point de départ d'un nouvel amour de l'histoire de France ! Pierre Miquel qui a tant fait pour que cette notion d'«histoire de France» revienne à la mode, préface une série de très beaux albums d'Histoire illustrée chez Larousse. Le premier s'intitule «Naissance d'une nation, des origines jusqu'à 987», le second, «La France des Capétiens, de 987 à 1328»... Autant dire que nous sommes en plein cœur du sujet. Les illustrations, parchemins enluminés, tableaux, photos d'objets et de monuments, foisonnent et sont d'une qualité exceptionnelle, composant une histoire de l'art et de la civilisation tandis qu'un texte assez proche de l'histoire scientifique d'aujourd'hui donne des notions d'histoire politique et d'histoire des mentalités. Cette abondance de photos et de couleurs nuit un peu à la clarté de l'exposé, mais on aurait mauvaise grâce de s'en plaindre. Des efforts pédagogiques - chronologies, dictionnaire des personnalités, etc. - permettent au lecteur perdu dans ces pages un peu denses de



trouver des points de repères. A l'approche des fêtes de fin

d'année, on ne peut s'empêcher de dire que ces albums sont le cadeau de Noël idéal, à partir de 12/13 ans.

Mais, nous direz-vous, à cet âge, il est trop tard pour acquérir l'amour de l'Histoire de France. C'est vrai, et c'est pourquoi nous nous permettons de recommander un autre album que sa composition et son souci extrême de la pédagogie met à la portée des enfants du primaire. Découpage de gravures du XIX^{ème} siècle et reprise de textes anciens - bourrés malheureusement de clichés, de préjugés un peu stupides, voire d'erreurs (2) - cet album de 93 pages (3) a cependant le mérite de mettre en mémoire 14 siècles d'histoire, en enfonçant le clou. Galerie de portraits des rois,

arbres généalogiques et cartes simplifiées, points de repères chronologiques assés par des images-massues font de ce livre parfois agaçant un outil indispensable, un cadeau incontournable sans-doute, pour les écoliers victimes des fantaisies des faiseurs de programmes scolaires. Tant il est vrai que mieux vaut une histoire un peu tendancieuse, que l'oubli des 64 rois qui ont fait la France en 14 siècles.

Paul CHASSARD

- (1) «Naissance d'une nation», Larousse, 168 pages 23,5cm x 29,5, 139 F franco.
- «La France des Capétiens», 170 pages, 139 F franco.
(2) La victoire française de Fornoue en 1495 transformée en défaite, par exemple.
(3) Geneviève Duroselle et Denys Prache: «Les rois de France», Hatier, 93 pages 25cm x 33, 110 F franco.

Regard

Une curieuse Amérique

Comme il le dit lui-même dans la post-face, Vladimir Volkoff a très peu écrit sur les Etats-Unis, alors qu'il y habite. Ses «Nouvelles américaines» éclairent une autre facette de l'écrivain.

Il ne s'agit pas de n'importe quelle Amérique: «Si le mot Sud n'était pas trop vague, ces nouvelles américaines auraient dû s'appeler nouvelles sudistes». Curieux pays qui semble frappé par «l'idéologie sécuritaire»; à moins que ce ne soit Volkoff lui-même. Sur la dizaine de nouvelles qui composent l'ouvrage, quatre tournent autour de ce thème: «les Voies du Seigneur», la plus nuancée; «Un homme juste» qui met en scène un juge au grand cœur, victime du laxisme (la libération sur parole) de ses pairs; «Un

cas de force mineure», ou la lâcheté d'un blanc face au noir qui a violé sa femme; enfin «Le cochon et le chevalier», éloge de la police qui fait justice elle-même. Tout cela est forcé: à trop vouloir prouver, Volkoff gâche son talent...

On préférera les six autres histoires qui, par touches subtiles, décrivent cette Amérique profonde, teintée de provincialisme et marquée de religiosité, voire de puritanisme. «Le Docteur vous verra maintenant», «Ce qui s'appelle prêcher d'exemple» et «Diou et les Dêmes» constituent autant de tableaux de mœurs de ce Sud

que Volkoff a appris à aimer. Mais les plus enlevées et les plus savoureuses sont, sans doute «Une leçon d'humilité» (qui tourne en dérision certaines sectes) et «Une vraie Dame» (merveilleux portrait d'une maîtresse femme sur fond de pratiques électorales douteuses).

Ce n'est pas un hasard si l'auteur clôt son recueil sur «L'enlèvement d'Europe» où une Européenne dit à son amant américain, à propos de la civilisation: «Vous, vous la connaissez. Et moi, je suis elle». Nous avons là tous les rapports ambigus qu'entretiennent, en matière de culture, la vieille Europe et le Nouveau Monde.

Bien qu'il habite le Sud depuis longtemps, Vladimir Volkoff, à travers ces nouvelles, se révèle bel et bien «européen». C'est peut-être pour cela qu'il ne parvient pas toujours à nous convaincre.

Pierre CARINI

Vladimir Volkoff, «Nouvelles américaines», Julliard/L'Age d'Homme, 1986, 241 pages. Prix franco: 84 F.



Agenda

Parmi les publications de la N.A.R. le « Lys Rouge » occupe une place à part. Il n'exprime aucun point de vue officiel et se veut un lieu de libre débat. Bien que marginal le « Lys Rouge » s'affirme cependant comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

SOMMAIRE DU NUMERO 32

- Serments, déontologie, Police, journalistes et immigrés - (P. Chassard).
- Où est passée la gauche gaulliste ? - (Jean Jacob).
- Dossier sur la Nouvelle Droite - (Jean Jacob).
- Un royaliste méconnu: Jean Mondétour, alias Olivier Perrin - (J. Bouëssée).
- Débat sur la Franc-Maçonnerie.
- Polémique avec « La Place royale » - (H. Montaigu, G. Wetzel).
- L'Abbé de Nantes et Gérard Leclerc - (F. Aimard).
- Revue de presse, documents historiques, tribunes libres, bourse aux livres royalistes d'occasion, etc.

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne au « Lys rouge » à compter du n°32 (un an, 4 numéros, 50 F)

☐ commande le « Lys Rouge » n°32 (20 F franco)

Règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 26 novembre - Lorsqu'en 1974 André Malraux nous écrivait et terminait sa lettre en formulant des vœux pour le succès de la N.A.R., nous ne nous doutions pas qu'il disparaîtrait deux ans plus tard et que le dialogue engagé serait brutalement interrompu. A l'occasion du 10^e anniversaire de cette mort Alain FLAMAND viendra nous parler du « Gaullisme d'André Malraux ». Conférence suivie d'un débat.

Mercredi 3 décembre - Avec la parution de son troisième tome, la gigantesque biographie que Jean LACOUTURE a faite du Général de Gaulle est maintenant achevée. La critique a été unanime et n'a pas tari d'éloges : il s'agit d'une œuvre magistrale qui fera date. C'est le dernier volet de cette « somme inégalée » que Jean LACOUTURE viendra nous présenter.

Mercredi 10 décembre - François FURET est l'un des historiens qui a le plus contribué à remettre en cause la vision « marxiste » de la Révolution française. Cela n'a pas été sans polémiques et débats difficiles. Avec son ouvrage « La gauche et la Révolution au milieu du 19^e siècle » qu'il viendra nous présenter il nous donne une approche intéressante qui vient à son heure à la veille du bi-centenaire de la Révolution.

Le comte de Paris s'exprime

Ce numéro de « Royaliste » était presque « bouclé » lorsque est paru l'entretien que le comte de Paris a accordé à Catherine Nay et qui est publié dans « Jours de France » (n° 1664 du 22 novembre).

Nous reviendrons sur ce texte important où le prince parle du millénaire et juge la cohabitation ainsi que les hommes politiques actuels, dans notre prochain numéro, mais nos lecteurs sont invités à ne pas attendre pour se le procurer. (Nous pouvons en fournir copie, prière de joindre 5 F en timbres).

DES NOUVELLES DE LA SOUSCRIPTION

Merci à tous ceux qui ont réagi à mon appel d'y il a quinze jours.

Encore un tout petit effort pour que notre budget 1986 soit bouclé ! Nous avons besoin de 30 000 F d'une manière urgente, nous avons reçu 22 000 F. Outre la question financière, cela nous fait chaud au cœur de recevoir tous les témoignages de sympathie qui accompagnent les dons de nos lecteurs. S'il en était besoin ils nous prouveraient combien « Royaliste » est irremplaçable et combien sa disparition serait ressentie comme un recul énorme de l'idée monarchiste.

Vos dons sont à adresser à l'ordre de « Royaliste » (CCP 18 104 06 N Paris) en précisant « pour la souscription ».

Y.A.

PRECISION

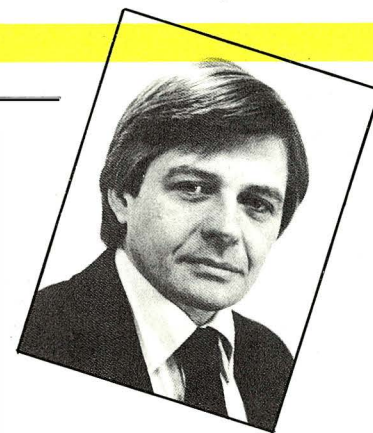
Dans notre précédent numéro nous avons été interroger M. Areski Dahmani, président de l'association « France Plus » en le présentant aussi comme animateur de « Radio Beur ». Un responsable de cette radio nous a prié de préciser que M. Dahmani n'en est pas un animateur régulier bien qu'ayant participé à plusieurs débats.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse
.....
.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.



Désirer la monarchie

Un débat n'est ni une conférence, ni un article. Les idées exprimées s'exposent et s'offrent à la contradiction immédiate, qui oblige à maintenir les questions ouvertes. La logique du débat ne conduit pas à conclure mais à définir et à préciser les termes et les données, afin que la réflexion ultérieure puisse se développer dans de bonnes conditions.

Tel fut le cas lors de l'émission Droit de réponse consacrée à la Révolution et à la Contre-Révolution. Les questions principales sont demeurées ouvertes mais il était décisif qu'elles fussent convenablement posées. Bien sûr, nous reprendrons, avec Max Gallo et Jean Daniel tout particulièrement, la discussion qui s'est amorcée le 22 novembre; et nous sommes prêts à en mener une autre avec les représentants de la droite. Pour que nos nouveaux lecteurs nous situent clairement, je veux donner quelques repères fondamentaux quant à notre façon de concevoir et de vivre notre héritage historique.

ASSUMER LA REVOLUTION

Nous refusons de nous engager dans la polémique qui oppose rituellement partisans et adversaires de la Révolution française à l'occasion de ses anniversaires. Nous ne sommes plus en 1793. La Révolution est faite et il est aussi absurde de vouloir « en finir » avec elle que de répéter sa geste. A plus forte raison, nous récusons toute attitude qui consiste à envenimer le conflit entre la droite et la gauche actuelles par l'évocation passionnelle de la guerre civile. Il s'agit aujourd'hui d'assumer la Révolution tout entière - qu'il s'agisse de la gloire de Valmy ou des massacres de Vendée. Terminer cette guerre franco-française permettra d'apprécier à sa juste portée l'événement révolutionnaire.

Assumer la Révolution, la terminer selon le vœu de François Furet, ne

signifie pas que les questions cessent d'être posées. Au contraire. Dès lors qu'elle n'est plus un enjeu politique, la période révolutionnaire peut devenir l'objet d'un vrai débat historique. Celui-ci est depuis longtemps engagé et il est détestable qu'on ait cherché à le noyer, à droite d'abord, à gauche ensuite, dans des considérations anachroniques. La Terreur demeure une question cruciale, qu'on ne résoudra pas en faisant le décompte des morts ou en invoquant les circonstances. Elle relève d'une analyse philosophique et politique sur l'existence, la situation et la mission du pouvoir dans le monde moderne.

Analyser l'événement révolutionnaire conduit à distinguer des périodes. La Révolution commence effectivement en 1789 (beaucoup plus tôt dans le domaine philosophique, social, politique), mais pas la République. La Déclaration des droits de l'homme et l'essentiel de l'œuvre positive de la Révolution s'accomplit dans une monarchie qui transforme et invente, beaucoup trop tard, la démocratie moderne. Les modalités de cette transformation, les fautes de la monarchie, les raisons de son effondrement, doivent faire l'objet d'un travail critique. Mais, en tout état de cause, il serait historiquement faux de célébrer en 1789 le bi-centenaire de la République, et de faire comme si les droits de l'homme fondés par le christianisme et garantis par la monarchie, avaient été une pure création républicaine. Nous avons annoncé, il y a longtemps déjà, que les royalistes célébreraient, comme tous les Français, le mouvement de 1789. Encore faut-il que ce mouvement soit regardé tel qu'il est.

Célébrer 1789 signifie que l'on adhère aux exigences communes de liberté, d'égalité et de fraternité. Tel est bien le cas, en ce qui nous concerne. Mais, compte tenu de l'expérience révolutionnaire, nous entendons souligner que ces principes généraux de notre société et de notre droit doivent être garantis par une institution arbitrale, permanente, et indépendante des groupes politiques et sociaux. La première

République a nié cette nécessité, et créé de ce fait une situation d'arbitraire et de terreur. Nous ne voulons pas que cette tragédie puisse se reproduire, et c'est là une des raisons essentielles qui nous fait désirer la monarchie.

COURONNER LA DEMOCRATIE

Désirer la monarchie n'implique pas la reprise de l'ancienne lutte entre républicains et royalistes, au nom d'idées abstraites. La République a changé et, grâce au comte de Paris, le projet monarchique s'est renouvelé dans la fidélité à sa tradition - entraînant les royalistes à accomplir leur « révolution culturelle ». De fait, la République a cessé de se confondre avec le parti républicain; elle a cessé depuis 1958 de refuser au pouvoir son autonomie et son autorité propre, pour redevenir conforme à sa définition première. La République est le bien commun, l'Etat de droit, que la Monarchie se propose d'incarner et de garantir. Par conséquent, il s'agit de couronner la démocratie, non de l'abolir.

Quant à nous, royalistes déclarés et militants, nous avons pour tâche de poser la question du pouvoir, de l'illustrer par l'actualité, et de témoigner en faveur d'une institution - en sachant que son retour sera le moment de notre disparition. Encore une fois, la monarchie n'est pas le parti des royalistes.

Il ne faut pas non plus qu'elle soit l'expression d'une nostalgie et qu'elle redevenue la proie des extrémistes. En peu de semaines, la monarchie est devenue une idée à la mode, à la fois pour de bonnes et de mauvaises raisons (1). Il s'agit pour nous de faire prévaloir les premières.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. « La monarchie au péril du passé », « Royaliste » n°456.